

AMINATA TOURÉ

Présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal,
ancienne Première ministre du Sénégal

Robert DOSSOU

Je vais donner la parole à Madame Aminata Touré. Madame Touré a été la garde des Sceaux, ministre de la Justice. A ce titre, elle avait eu à signer avec moi l'accord entre l'Union africaine et le gouvernement du Sénégal pour le jugement de Hissène Habré. J'ai signé pour l'Union africaine. Elle a signé pour le gouvernement du Sénégal. Elle a mené ce combat jusqu'au bout et, pour la première fois, l'Afrique a jugé un ancien chef d'Etat sur la terre africaine. Après cela, elle est devenue Premier ministre du Sénégal. Actuellement, elle préside le Conseil économique, social et environnemental de la République du Sénégal.

Aminata TOURÉ

Je vous remercie, Monsieur le président Robert Dossou. Nous avons effectivement travaillé à organiser ce procès pour montrer que l'Afrique pouvait se prendre en charge, y compris sur le plan judiciaire. Je voudrais axer mon intervention sur ce ton-là parce que je suis résolument une afro-optimiste. Je suis pour l'Afrique qui est debout, qui est résiliente, qui est d'accord qu'il y a des choses à faire avancer, mais qui avance résolument. Je ne suis pas pour une Afrique qui ne fait que se plaindre. Ce n'est d'ailleurs plus justement l'état d'esprit de toute une génération. Personnellement, je suis née après les indépendances. Ce que j'ai su, ce sont des services financés par le gouvernement du Sénégal et comment par soi-même et à la force de son poignet, on doit pouvoir s'élever. Je crois que c'est le destin de l'Afrique. Je crois que l'Afrique doit pouvoir se définir par elle-même.

De ce point de vue-là, je voudrais en appeler aux hommes de médias. Je crois que s'il y a un continent qui concentre le plus de préjugés au monde, dont l'image est la plus galvaudée et de manière négative, c'est bien ce continent. Vous le savez quand vous vivez à l'extérieur. J'avais eu le plaisir de vivre 9 ans aux Etats-Unis. Sur CNN, je n'ai jamais vu, même si cela commence à changer avec les programmes à l'étranger, une image positive sur l'Afrique. Il en est presque de même sur la plupart des médias internationaux. Evidemment, les trains qui arrivent à l'heure, on n'en parle pas beaucoup. On a très souvent le cas du Rwanda, mais beaucoup d'autres bons exemples existent. Je pense qu'il est temps, en tant qu'Africains, que nous nous racontions nous-mêmes et que nous célébrions nos succès parce qu'ils sont nombreux. La formule « si on ne fait rien » – c'est pour taquiner mon ami Karim Lotfi Senhadji –, je voudrais que nous la renversions pour dire « si nous continuons à bien faire et si nous faisons mieux », parce que nous avons besoin de cultiver cet optimisme, pas de manière béate, mais en nous basant sur des faits concrets.

Ces faits concrets, quels sont-ils ? La croissance en 2020 – ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Banque africaine de développement, c'est la Banque mondiale –, partout sur le continent, sera de 4,1 %. C'est quand même le double de ce que nous voyons en Europe. Vous avez des pointes au Sénégal où nous avons fait du 6,5 % en 2019 et nous pensons faire du 7 %. En réalité, l'objectif, c'est d'avoir une croissance à deux chiffres, et c'est possible.

Aujourd'hui – cela a été dit par le Premier ministre ivoirien –, nous allons vers pratiquement 800 millions d'une classe moyenne. Cela veut dire que nous allons avoir des consommateurs. Cela veut dire que nous allons pouvoir avancer du point de vue de notre économie. D'ailleurs, McKinsey nous dit qu'en 2020, il y aura 2,6 trillions de revenus sur le continent. Je pense que ce n'est pas mal comme production de richesses.

Je considère qu'il est important que nous puissions cultiver cet afro-optimisme et en terminer avec l'afro-pessimisme qui nous coûte beaucoup d'argent en réalité. Cela se traduit en termes de prêts qui coûtent plus cher. Cela se traduit en termes d'assurances qui coûtent plus cher, et souvent sur la base d'informations qui sont fausses.

Je vais vous donner un exemple : l'immigration. J'ai bien entendu la proposition de Madame Guigou qui est une très bonne proposition, mais nous devons remplir des préalables. L'OCDE qui est quand même un organisme sérieux – ce

n'est pas moi qui le dis – nous indique que les Africains ne constituent que 10,4 % des 121 millions de migrants qui vivent dans les pays du Nord. Pourtant, quand vous mettez votre télévision, on a l'impression que l'Afrique va envahir l'Europe parce 20 jeunes se sont échappés d'un centre de rétention des immigrés. Voilà ce que la conscience populaire retient. Cela a des conséquences également dans les pays européens. Il faut le comprendre.

Il faut quand même qu'il y ait une conscientisation sur les intérêts. L'Europe – c'est encore l'OCDE qui le dit – risque de perdre 10 millions d'habitants entre 2030 et 2050. Des questions vont se poser : qui va payer les retraites ? Quel type de personnel allons-nous pouvoir avoir pour maintenir le niveau de vie, pour s'occuper d'une population de plus en plus vieillissante ? Dans le même temps, sur le continent, nous allons en 2030 déjà vers 1 million de personnes en âge de travailler. Ce que cela implique, c'est peut-être qu'il faut s'asseoir autour de la table et avoir une discussion honnête et sincère et ne pas s'engager vers ce qui ressemble à une immigration choisie. On vous prend les médecins, les infirmières, les ingénieurs et vous gardez les autres. Cela ne sera pas possible. Si nous voulons avoir ce vivre ensemble où nous trouvons des intérêts communs, c'est ce type de discours qu'il nous faut avoir.

C'est dommage que cette réunion soit confidentielle. Je pense que la place de l'Afrique, avec 54 pays, mérite que nous en parlions en plein air là-bas et pas seulement ici. (*Applaudissements*) C'est une proposition que nous faisons aux organisateurs parce que c'est important aujourd'hui que nous puissions avoir cet échange entre nous.

Evidemment qu'il y a des problèmes. Mon ami, Cheikh Tidiane Gadio, en a parlé. C'est la sécurité. Pour cette sécurité, les Africains ne demandent pas à être pris en charge. A table, j'en discutais avec le ministre Védrine. C'est de comprendre que nous avons un destin commun. Imaginons le scénario catastrophe où le verrou du Mali tomberait, le verrou du Burkina Faso, la Libye, vous savez ce que c'est. Parlons d'invasion. Nous commencerions à ce moment-là à voir à quoi cela ressemble.

Nous avons intérêt ensemble à travailler sur la question de la sécurité. Cela suppose le renforcement de nos mécanismes internationaux de discussion, à commencer par l'ONU où vous avez quand même un schéma qui est des plus anciens et qui ne répond absolument plus à la réalité du monde actuel. Combien de BRICS sont assis au Conseil de sécurité ? L'Afrique n'a pas de poste permanent. C'est organisé, il faut le moderniser. Je parle en présence d'une grande personnalité du système des Nations Unies qui représente le secrétaire général en Afrique de l'Ouest. Ce sont des questions qu'il nous faut aborder ensemble. Nous avons un devenir commun, parce que nous avons un modèle démographique où nous allons dépendre les uns des autres quoi que nous disions. Le modèle japonais considère que sa population vieillit et décroît, mais ils arrivent avec l'utilisation de plus en plus de robots à se maintenir. Cependant, nous savons que ce n'est pas soutenable sur le long terme. Il va falloir, à un moment, que nous que nous asseyions et que nous discussions.

Evidemment, il nous faut prendre en charge les problèmes. La question de la corruption, c'est une question qui se pose, mais qui se pose pour le monde entier. Voilà un autre stéréotype dont nous souffrons depuis longtemps : l'Afrique, terre de la corruption. Néanmoins, les plus grands scandales de corruption, ce n'est pas en Afrique : Enron, Exxon, Madoff. Ce n'est pas seulement une spécialité africaine, mais il faut que nous renforçons nos mécanismes de lutte contre la corruption en Afrique. C'est extrêmement important. D'abord, cela nous permet de sauvegarder nos ressources, de mettre l'argent là où il faut le mettre, mais en plus, de continuer à construire cette confiance. La jeunesse n'est pas là seulement à regarder l'élite conduire de belles voitures et être dans de belles maisons et ne rien faire. La corruption, si nous ne la prenons pas en charge, elle est aussi un facteur d'instabilité.

Des progrès ont été faits, dans beaucoup de pays. Je crois que c'est noté. L'Union africaine, elle-même, a pris une session l'année dernière, exclusivement sur la question de la bonne gouvernance, c'est dire qu'il y a une prise de conscience au niveau africain et il faut renforcer cela. Il faut que cela devienne la norme de gouvernance. Aujourd'hui, un mécanisme international permet d'avoir de la coopération. Ce sont de bons modèles. Lorsque j'étais ministre de la Justice, des actions ont été menées et cela continue à se faire. Le président Macky Sall reste engagé dans cette dynamique-là.

Il y a également de plus en plus dans les pays – et je crois que cela a été dit ce matin – la volonté de prendre en charge notre propre devenir et comment nous voulons planifier notre développement. C'est heureux de voir que la Banque mondiale et le FMI ont évolué beaucoup dans leur culture de partenariat. En 1980, j'étais au lycée. Je passais



le baccalauréat et je me rappelle de cette décision catastrophique qui a été prise, sous prétexte qu'il fallait restructurer nos économies : on a supprimé tous les internats dans les lycées, parce qu'on considérait que c'était beaucoup d'argent, mais cela a entraîné une chute du niveau de scolarisation des filles dans le secondaire. En effet, quand vous êtes dans un village, vous devez aller dans le lycée de la ville d'à côté, s'il n'y a pas d'internat, on vous marie parce qu'il n'y a pas d'autre alternative.

Voilà le type de conséquences que nous avons vécu sur le long terme. Il est heureux que justement maintenant, ce soit une autre vision. Cela se traduit au Sénégal par le Plan Sénégal Emergent qui est un plan qui va s'étendre de 2013 à 2035. Ce que je salue ici, c'est qu'il va transcender la présence du Président qui a travaillé sur ce sujet. En 2035, il ne sera plus là. Ce qu'il nous faut – je crois que cela a été dit tout à l'heure par le Docteur M'Pelé –, c'est d'abord une vision partagée d'un développement sur le court, moyen et long terme. Ce qui nous permet de faire cela, ce sont des institutions solides. C'est un consensus national solide sur la manière dont nous organisons nos élections, sur la manière dont nous organisons la participation des femmes et des jeunes.

Je voudrais peut-être terminer sur ce point. Lorsque je parle des femmes, nous en faisons souvent une affaire *soft*, mais c'est une question économique importante et grave. J'en profite pour rappeler cette tendance internationale, mais je pense que ce sont parfois juste des glissements de mots où on rendrait les femmes africaines responsables de beaucoup de choses alors qu'aujourd'hui, elles produisent 70 % de l'alimentation africaine. Actuellement, nous les retrouvons dans tous les secteurs, malgré les handicaps culturels et sociaux auxquels elles font face. Elles ont besoin d'un soutien de leur Etat et d'un soutien de leur société.

Des progrès apparaissent. Le cas du Rwanda est connu : 52 %, Madame la Ministre, de femmes au parlement. Au Sénégal, nous sommes quand même 47 %. En France, je crois qu'elles sont beaucoup moins ; aux Etats-Unis également, de l'ordre de 16 %. C'est dire que l'Afrique avance, malgré les difficultés que nous reconnaissons, parce que je ne suis pas dans une situation de déni. Cependant, nous ne reconnaissons pas assez tous les progrès importants qui ont été faits, les conquêtes, les combats menés. C'est justement en prenant en charge notre propre histoire, en communiquant nous-mêmes sur ce que nous faisons, en relation avec les partenaires que nous avons, qui sont d'excellents partenaires, mais parfois de moins bons partenaires et il faut le dire également, que nous allons avancer ensemble et que nous allons porter notre Afrique encore plus haut. Je vous remercie.